

Faire de la recherche chez soi en temps de conflit : crise de confiance et distanciation du chercheur

**Youssouf KARAMBE, Anthropologue,
Laboratoire MaCoTer, Institut National de la Jeunesse et
des Sports (Mali)**

Résumé

La crise sécuritaire au Mali a affecté le terrain de la recherche rendant difficile son accès. En plus, l'amalgame communautaire du conflit a engendré de la méfiance des populations et les chercheurs au point que même être natif du milieu n'est pas une garantie de sérénité pour ceux-ci. Ainsi, faire des enquêtes sociologiques ou anthropologiques dans la région de Mopti est devenu une gageure pour les chercheurs dont le terrain est un impératif. Le conflit interethnique ou intercommunautaire dogon-peul qui a provoqué une Déchirure du tissu social en raison des accusations mutuelles de complicité d'attaques. Dans un contexte de crise humanitaire sans précédent, l'accès au terrain d'enquête crée de l'angoisse à cause de sa sensibilité et de sa dangerosité, d'autant sensible que l'ennemi peut être aussi un parent, un ami ; il n'est pas loin, il est invisible, il est parmi les siens. Ainsi, les meilleures attitudes d'immersion sont l'anonymat, l'abstinence, la discrétion, la retenue. Compte tenu de sa familiarité avec le terrain, comme le recommande l'épistémologie, le chercheur doit avoir une posture neutre tout en observant une responsabilité d'éthique et de déontologie dans l'analyse et l'interprétation des données collectées. Malgré l'observance de ces principes, la garantie de l'absence des biais n'est pas acquise.

Abstract:

The security crisis in Mali has affected the research field, making access difficult. What's more, the communal amalgam of the conflict has engendered mistrust between populations and researchers, to the point where even being a native of the area is no guarantee of serenity for the latter. As a result, carrying out sociological or anthropological surveys in the Mopti region has become a challenge for researchers whose fieldwork is an imperative. The inter-ethnic or inter-community Dogon-Peul conflict, which has torn apart the social fabric due to mutual accusations of complicity in attacks. In a context of unprecedented humanitarian crisis, access to the field of investigation creates anxiety because of its sensitivity and dangerousness, all the more so as the enemy may also be a relative, a friend; he is not far away, he is invisible, he is among his own people. Thus, the best attitudes for immersion are anonymity, abstinence, discretion and restraint. Given his familiarity with the field, as recommended by epistemology, the researcher must adopt a neutral posture, while observing an ethical and deontological responsibility in the analysis and interpretation of the data collected. Despite the observance of these principles, the absence of bias cannot be guaranteed.

Mots clés :

Recherche chez soi, Conflit, Terrain sensible, Distance, Mali

Keywords:

Home Research, Conflict, Sensitive fieldwork, Distance, Mali

La crise sécuritaire au Mali a affecté tous les domaines ; surtout les rapports entre les communautés vivant dans les mêmes localités. Les routes constituent la première difficulté d'accès au terrain. Certains axes routiers, devenus le théâtre d'attaques ayant causé de nombreux morts parmi les usagers ont laissé de mauvais souvenirs auprès de ceux-ci. La deuxième difficulté est que le conflit a engendré une crise de confiance entre les populations et les chercheurs au point que même être natif du milieu n'est pas une garantie de sérénité pour ceux-ci. Étant un inconnu pour beaucoup de personnes, le chercheur est perçu avec de la distanciation.

Cette distanciation n'est pas de nature à établir un climat de confiance nécessaire dans les interactions de l'entretien afin de collecter des informations complètes et crédibles. Donc, appartenir à une communauté en période d'insécurité peut être un atout pour accéder au terrain d'enquête. Cependant, cette appartenance ne garantit pas un accueil cordial fait de confiance comme en période de paix.

Plusieurs zones des régions de Gao, de Mopti et de Ségou sont en proie à des conflits communautaires.

Faire des enquêtes sociologiques ou anthropologiques dans la région de Mopti est devenu une gageure pour les chercheurs dont le terrain est un impératif. Il est encore plus périlleux, pour les membres des communautés en proie aux conflits comme les Dogon et les Peuls, de s'y rendre. Cet article porte sur trois expériences de travaux de terrain qui se sont déroulés durant trois années de suite, 2018, 2019 et 2020. Le premier travail est une mission du LMI MACOTER effectuée en septembre 2018 à Bandiagara. Cette mission avait pour objet, pour les chercheurs, de collecter des données à propos des points de vue sur la crise sécuritaire et les actions qu'ils mènent dans ce contexte. Le deuxième et le troisième travail sont des enquêtes menées en juillet et août 2019 et 2020 dans le cercle de Bankass, au compte d'une ONG humanitaire qui intervient dans le secteur de la santé. L'expérience de ces trois terrains mérite que l'on mène une analyse sur la problématique d'aller sur le terrain de recherche en contexte de crise sécuritaire, et surtout dans le cas des conflits communautaires. Cette analyse porte sur les aspects méthodologiques, épistémologiques et sociaux de l'étude en relation avec l'insécurité. Pour ce faire, je fais un récit à la première personne du singulier, avec le « je » ; il faut dire que « depuis une bonne vingtaine d'années, la sociologie française, restée longtemps à l'écart, écrit à son tour de plus en plus avec la première personne » (Olivier de Sardan, 2008 : 267).

Que signifie faire la recherche chez soi ?

Fatoumata Ouattara, qui s'appuie sur l'article « *How native is a "native" anthropologist ?* » de l'anthropologue Narayan Kirin (1993), donne une définition que nous partageons de ce que c'est

que faire une recherche chez soi : « Indigenous anthropology, insider anthropology, anthropology at home, native anthropology, ethnographie chez soi, endo-ethnologie, sont autant d'expressions utilisées dans la littérature anthropologique pour indiquer la proximité, l'implication, voire l'appartenance (culturelle, linguistique, sociale ou professionnelle) du chercheur à son terrain d'étude » (Ouattara 2004). Pour ma part, j'ai tenté de « construire une bonne distance » avec un terrain que je connais. Dans la mesure où j'ai effectué des enquêtes dans ma société d'origine, et même dans le village d'origine de mes parents, mes travaux recèlent ce type d'étiquette. Étant natif du cercle de Bandiagara, le fait de mener des recherches dans ce milieu est une dimension méthodologique et épistémologique à prendre en compte dans la collecte, l'analyse et l'interprétation des données. Cet aspect est d'autant plus juste que la crise sécuritaire a entraîné un accès difficile du terrain à aux membres de la communauté peule.

Le conflit interethnique ou intercommunautaire dogon-peul

Les affrontements entre groupes armés et les attaques contre les populations civiles dans le centre du Mali, sont souvent qualifiés par les hommes politiques et globalement par la presse comme un conflit interethnique ou intercommunautaire. Le conflit se définit comme la rencontre d'éléments et de sentiments contraires qui s'opposent. La situation de conflit se rencontre quand il y a une divergence entre deux acteurs (individus ou groupes) qui sont en relation dont leurs intérêts, leurs objectifs, leurs valeurs, leurs méthodes, leurs rôles ou leurs statuts sont contradictoires ou exclusifs l'un de l'autre. Pour que le conflit existe, il faut nécessairement qu'il y ait une relation entre les acteurs (Michel, 2005 : 289). Le conflit dit communautaire qui sévit dans la partie de la région administrative de Mopti, notamment au pays dogon, est d'une extrême violence. Le pays dogon est la partie du territoire malien qui couvre les cercles de Bandiagara, Koro, Bankass et Douentza. Il faut ajouter que des réformes administratives et territoriales sont en cours pour ériger les cercles de Bandiagara et de Bankass en régions et d'autres localités en cercles. Breton affirme que l'ethnie peut être définie de deux manières :

au sens strict, comme « un groupe d'individus partageant la même langue maternelle ce que les linguistes désignent comme le groupe de langue maternelle » ; au sens large, comme « un groupe d'individus liés par un complexe de caractères communs – anthropologiques, linguistiques, politico-historique, etc. – dont l'association constitue un système propre, une structure essentiellement culturelle : une culture » (Breton, 1981 : 7-8).

C'est un groupe d'êtres humains qui partage un héritage socio-culturel commun. La région que l'on appelle « Pays dogon » est majoritairement composée de Dogon. Les populations peules constituent la deuxième population la plus importante. Y vivent également les Peuls que l'on appelle Toucouleurs, venus à la suite des guerres d'El Hadj Omar, qui sont localisés essentiellement à Bandiagara, des Marka (ou Dafing), des Bwa (ou Bobo), des Songhay et des Bambara (Kamian, 2010).

La déchirure du tissu social

L'arrivée des djihadistes dans la région de Mopti à partir de 2014 et au pays dogon en 2015, a eu un effet dévastateur sur les relations entre les populations vivant dans la zone.

La supposée¹ proximité des populations peules avec les djihadistes, et le recrutement d'un certain nombre de jeunes Peuls par ceux-ci, ont créé la méfiance entre les Dogon agriculteurs et les Peuls majoritairement éleveurs. Ainsi, dans plusieurs villages des cercles de Bankass et de Koro, Dogon et Peuls vivent plutôt en voisins, dans des quartiers dogon et des quartiers peuls. Mais dans d'autres localités, comme Bandiagara et Bankass, les deux ethnies vivent sans difficultés dans les mêmes quartiers. Cette proximité a eu comme conséquence l'établissement d'alliances matrimoniales.

1 Cette supposée proximité des populations peules avec les djihadistes, est fréquente dans les médias et dans les discours des populations dogon ; elle tend à être répandue dans l'opinion de nombreux Maliens. Mais les intellectuels de la communauté peule appellent à la prudence quant à la généralisation du phénomène.

Cohésion sociale et dilemme des enfants des couples mixtes : Bandiagara a-t-il été épargné ?

En août-septembre 2018, pendant que je réalisais mes enquêtes de terrain à Bandiagara sur le thème de la perception et la position de la jeunesse sur l'insécurité, la vie des jeunes guides touristiques sur le conflit, les affrontements entre le groupe d'autodéfense dogon baptisé Dana Ambassagou – ou plus exactement *Danna Amba Sagu*, litt. « Chasseur par la grâce de Dieu » – et les groupes armés djihadistes et/ou les groupes d'autodéfense peuls, faisaient des ravages dans le cercle de Koro principalement. On signalait de nombreuses tueries parmi les populations civiles, aussi bien en milieu dogon qu'en milieu peul. Les cercles de Bankass et de Bandiagara n'étaient pas touchés. Dans nombre de mes entretiens avec les jeunes sur ce qui était qualifié de conflit entre Peuls et Dogon, les propos montraient qu'une telle situation conflictuelle ne pouvait se produire à Bandiagara qui est précisément une ville cosmopolite. La base des arguments était que beaucoup de jeunes que je rencontrais sont issus de mariages mixtes dogon-peul. De l'avis de ces jeunes, la mixité de la société était une raison suffisante pour qu'il n'y ait pas d'affrontements interethniques à Bandiagara. Sur la question, un ancien ministre de la République natif de Bandiagara, en l'occurrence Ousmane Sy, témoignait que depuis son enfance jusqu'à une période relativement récente, sa famille partageait à Bandiagara, la même cour qu'une famille dogon. Et que c'est seulement quand il est devenu adulte qu'un mur fut érigé pour séparer les deux familles.

Le président du Comité local de la jeunesse de Bandiagara en 2018, un Peul du nom de A. Cissé, a abondé dans le même sens en disant lors de notre entretien :

« On entend dire que les Dogon et les Peuls s'affrontent dans le cercle de Koro. Mais on n'imagine pas que cela peut arriver ici ; ce n'est pas possible. Moi que vous voyez, ma mère est dogon ; c'est mon papa qui est peul. S'il y a affrontement entre les deux ethnies, je vais choisir quel côté ? Je pense que c'est de la manipulation et de l'incompréhension. Les gens veulent détruire les liens sociaux ; pour ce faire, ils s'attaquent aux ethnies. Je suis sûr que cela ne marchera pas à Bandiagara. Ils sont nombreux les enfants de parents dogon et peul. On parle ici peul, dogon,

bambara. Il n'y a pas de problème ethnique ici. Ça se limitera à Koro ; ça aussi c'est de la manipulation. »²

Un enseignant Dogon, H. Guindo, est également issu d'un couple mixte, en l'occurrence d'une mère peule et d'un père dogon. Il est enseignant dans un village à une dizaine de kilomètres de Bandiagara. Il s'étonne que les gens puissent s'affronter sur une base ethnique, surtout les Dogon et les Peuls :

« Je suis surpris d'entendre qu'à Koro, les Dogon et les Peuls s'entretuent. Mais c'est quand même grave que les gens ne trouvent pas d'autres raisons que l'origine ethnique pour s'affronter. Moi, ma mère est peule, mon père est dogon. Nous sommes les mêmes. On a trouvé les choses comme ça. Et cela empêche les gens de faire du mal jusqu'à un certain niveau. Aller tuer des familles parce qu'elles sont de telle ou telle ethnité ; entendre cela me fait mal. En tout cas, ici à Bandiagara, nous vivons en entente. »³

Genèse du conflit qualifié « d'intercommunautaire » et la création de Dana Ambassagou

Les chasseurs traditionnels (*dozo* en milieu bambara, *danna* en milieu dogon) – qu'il faut sans doute distinguer du groupe d'autodéfense Dana Ambassagou qui s'est mobilisé autour d'un modèle néo-traditionnel du chasseur et dans lequel on trouve aussi bien des Peul que des Dogon –, sont historiquement organisés en confréries initiatiques. Dans la plaine du Séno-Gondo, un certain Théodore Somboro était le chef des chasseurs de la région. Il vivait dans le village de Ségué, non loin de la ville de Bankass. Avec l'arrivée des groupes djihadistes dans la zone, l'armée malienne s'informait auprès des chasseurs sur leurs mouvements et itinéraires entre la zone inondée du fleuve Niger (cercles de Djenné, de Ténenkou et de Youwarou) et les zones frontières avec le Burkina Faso. Ainsi, Théodore Somboro était devenu un informateur clé de l'armée, réputé même avoir tué des présumés djihadistes.

² Entretien avec A. Cissé, président du Comité local de la jeunesse de Bandiagara, 9 septembre 2018.

³ Entretien avec H. Guindo, enseignant, habitant de Bandiagara, 9 septembre 2018.

C'est pourquoi il aurait été assassiné le 13 octobre 2016 dans le village de Ségué. Ce fut l'élément déclencheur de l'organisation des chasseurs traditionnels en un regroupement d'autodéfense, dénommé Dana Ambassagou⁴, créé et dirigé par Youssouf Tolo-ba, un ancien combattant du groupe d'autodéfense Ganda Koy, qui luttait contre la rébellion touarègue de 1990-1996, dans la région de Gao. Dès lors, l'amalgame et l'incompréhension se sont développés dans l'esprit de la population et les affrontements à caractère ethnique se sont multipliés.

Le rapport du journaliste et chercheur Adam Thiam, intitulé « Centre du Mali : enjeux et dangers d'une crise négligée », fait une analyse critique de la situation d'insécurité des zones du centre. Selon Thiam, cette crise du centre est alimentée par plusieurs acteurs. Il cite d'abord les groupes armés identitaires tels que la milice d'autodéfense peule de Hama Founé, dans le Delta intérieur du Niger, qui appelait en 2014 ouvertement les Peuls à s'organiser et à s'armer pour combattre l'administration étatique, assimilée à une « force d'occupation ». Il cite aussi la katiba Macina liée à Ansar ed-Din (baptisée par les journalistes « Front de Libération du Macina »), qui cible à la fois les populations supposées hostiles à l'idéologie djihadiste, les présumés collaborateurs de l'administration publique ou de l'armée, les militaires, certains imams et des notables. Il faut ajouter les groupes d'autodéfense, parmi lesquels on peut citer Dana Ambassagou, un groupe identitaire (mais qui en réalité ne l'est pas puisqu'il compte de nombreux membres qui ne sont pas dogon) qui entend défendre les Dogon contre les Peuls. En plus de ceux-ci, sévissent des bandits armés devenus des professionnels de la razzia, dont certains étaient des démobilisés du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) et du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

Faire la recherche dans un contexte d'insécurité généralisée

Dans cet article, nous allons faire une brève description des multiples causes de la crise sécuritaire qui déjà ont fait l'objet de

4 Entretien avec H. S, enseignant, réalisé le 17 août 2018 à Bandiagara.

nombreux travaux scientifiques (Konaté *et al.*, 2013 ; Gonin *et al.*, 2013 ; Lasserre et Oberlé, 2013 ; Koné, 2017 ; Thiam, 2017 ; Diallo, 2020). Plusieurs facteurs et hypothèses ont été avancés pour expliquer la violence djihadiste et l'insécurité. Les facteurs sont d'ordre externe, comme la chute du président libyen Mouammar Kadhafi en 2011, mais aussi d'ordre interne, comme ceux soulevés par Nabons Laafi Diallo (2020) dans son ouvrage sur le Burkina Faso, où il en identifie deux types : les facteurs dits incitatifs et les facteurs attractifs : « Ce sont les facteurs dits incitatifs (en anglais "push factors") tels que la pauvreté généralisée, le chômage des jeunes, le manque d'opportunités économiques, la mauvaise gouvernance, les violations des droits humains par un régime répressif, l'inaccessibilité ou la mauvaise qualité des services publics de base, et la corruption. Les facteurs attractifs ("pull factors"), ce sont des éléments qui jouent un rôle critique pour attirer certains individus vers des groupes extrémistes : par exemple le charme d'un leader charismatique particulier, la satisfaction psychologique ou spirituelle que l'on ressent d'appartenir à un certain groupe ou de participer à certaines activités, le besoin de reconnaissance, ou encore un certain idéal de réussite sociale » (Diallo, 2020 : 55-56).

La crise sécuritaire a eu un impact psychologique sur le moral des populations. Les séries « d'assassinats, les enlèvements, et les déplacements forcés de populations du fait d'attaques terroristes ont semé la peur, la psychose et le traumatisme dans les esprits surtout dans les régions les plus affectées » (*ibid.* : 46). Se rendre sur le terrain pour des raisons d'enquête est devenu risqué, surtout si le chercheur n'appartient pas à la communauté ou n'est pas capable de se dissimuler dans la population. Le risque est plus élevé si un chercheur dogon veut enquêter dans un village ou une zone appartenant aux Peuls ; il en est de même pour un chercheur peul voulant enquêter dans un village dogon. À cause des risques d'enlèvements, les Occidentaux ne fréquentent plus ces régions pour quelque raison que ce soit. Pour collecter des données de terrain, les chercheurs étrangers collaborent avec des chercheurs locaux qui font ce travail.

Faire la recherche dans un contexte de crise humanitaire sans précédent

Villages déguerpis ou détruits, bétail emporté, écoles fermées, hommes, femmes, enfants et vieillards tués, personnes déplacées, telles sont les conséquences des attaques dont les populations sont victimes. Selon un rapport de l'Office International des Migrations, « en décembre 2022, un total de 412 387 PDI [*i.e.* Personne Déplacée à l'Intérieur] a été identifié. Le nombre de PDI est en effet passé de 440 436 personnes en septembre 2022 (rapport CMP de septembre 2022) à 412 387 en décembre 2022. Ainsi de septembre à décembre 2022, une diminution de 28 049 personnes déplacées (environ 6,4% de diminution) a été constatée » (OIM, 2022b). Selon le Rapport Matrice de Suivi des Déplacements de l'Office d'avril 2022, on compte 250 998 personnes déplacées, plus de 378 000 enfants affectés par la fermeture des écoles dans les zones touchées par l'insécurité, et plus de 1,3 million de personnes en insécurité alimentaire sévère (OIM, 2022a).

Au niveau local, en septembre 2018 à Bandiagara, le président du bureau de la jeunesse du cercle nous a raconté comment les jeunes de la ville se sont organisés pour soulager les nombreux déplacés venus du cercle de Koro :

« Plusieurs familles peules, en majorité des femmes et des enfants, ont fui les attaques et les affrontements intercommunautaires dans le cercle de Koro. Dès leur arrivée à Bandiagara, le maire leur a trouvé un abri. Nous, jeunes, nous avons acheté des nattes et des vivres pour leur donner. Ici à Bandiagara, nous n'avons pas de problèmes entre Peuls et Dogon ; nous sommes les mêmes. Ça nous fait mal de voir que des gens souffrent à cause de leur appartenance ethnique. »⁵

Patronymes discriminants et délit de faciès

Du fait de l'amalgame et l'incompréhension généralisée, de nombreux innocents sont tués, blessés ou chassés de leur maison ou de leur village pour leur appartenance supposée à telle ou telle ethnie. Dans ce cas de figure, ce qui différencie un Peul d'un Dogon, ce n'est pas forcément le teint de la peau, ni la langue, ni

⁵ Entretien avec Baba N., Bandiagara, 15 septembre 2018.

quelques autres différences culturelles ; c'est seulement le patronyme. Dans la majorité des cas, les traits physiques ne constituent pas une distinction entre les deux groupes ethniques. En effet, on rencontre des personnes de teint clair et de teint noir dans chacune des deux communautés. Dans d'autres cas, les traits physiques et le style vestimentaire sont des signes de stigmatisation. Le troisième élément d'identification est la conscience identitaire, c'est-à-dire le fait de se réclamer d'une communauté.

Plusieurs témoignages recueillis sur le terrain rapportent des tueries sur la base du délit de faciès ou sur des propos en provenance d'individus déclarant leur appartenance à telle ou telle communauté. Pour cette raison, le chercheur appartenant à la communauté peule se méfie de faire le terrain dans des villages dogon⁶ ; et vice versa, le chercheur dogon se méfie ou a peur de se rendre dans le milieu peul pour mener des enquêtes.

L'accès à un terrain angoissant

Le trajet et la route qui comportent beaucoup de dangers et de risques suscitent chez le chercheur la peur d'effectuer le déplacement sur le terrain d'enquête. De nombreuses attaques ont eu lieu sur la Route nationale 15 dite « Route du poisson », reliant la ville de Sévaré à celle de Bandiagara, et qui se prolonge sur Bankass et Koro. Cette route a subi plusieurs fois des sabotages sur les ponts : le pont de Parou, situé entre Bandiagara et Bankass, a été dynamité en 2019, interrompant le trafic durant des semaines ; trois ponts sur le tronçon Sévaré-Bandiagara ont également été sabotés. Le pont du village de Songho a été détruit en août 2021. De nombreux véhicules ont été attaqués, enlevés ou brûlés, tandis que des dizaines de passagers ont été sommés de descendre des véhicules et froidement assassinés : certains ont été enlevés et relâchés ; d'autres sont encore détenus au moment de la rédaction de cet article. À cela, il faut ajouter que des passagers ont été dépouillés de leurs biens et leur argent par des bandits – les « coupeurs de route » qui profitent de l'insécurité générale pour

6 Ma mission sur Bankass en 2019 devait initialement être effectuée par un chercheur peul qui m'a contacté pour que je le remplace, en raison de la crainte d'être victime du délit de faciès.

attaquer les gens. La dimension ethnique ou communautaire a été avancée comme facteur de risque de toutes ces attaques. Pour toutes ces raisons, prendre la route pour se rendre sur le terrain de recherche est devenu un danger pour les chercheurs aussi bien dogon que peuls. Les ONG humanitaires intervenant dans la zone conseillent à leurs agents et consultants sur le terrain d'arriver à destination avant 16 heures. Pour le départ, prendre la route n'est pas recommandé avant le lever du soleil. Chaque heure passée sur la route doit être communiquée à l'agent de sécurité de l'ONG, pour être informé du niveau du parcours, et s'assurer que le voyage se déroule en sécurité.

Le voyage à destination de cette zone est fait d'angoisses, de peurs et de stress permanents, en raison des événements qui se sont produits sur la voie et des dispositions sécuritaires que le voyageur (chercheur) prend pour se rendre sur le terrain.

Les entretiens sur un terrain sensible

La notion de « terrain sensible » comprend deux principaux courants de signification, selon Jacques Pain, spécialiste des sciences de l'éducation : « un premier courant de sens distingue trois niveaux : la capacité de sensations et de perception, comme on pourrait le dire du côté de la souffrance d'un point névralgique ; la capacité de vie affective intense, qui renvoie à l'émotivité ou qui caractérise les personnes impressionnables ; le fait de se laisser toucher, d'être réceptif, être sensible à, ou, techniquement, de réagir au contact comme les plaques sensibles des appareils de haute précision. Un second groupe de sens qualifie de sensible d'une part ce qui peut être identifié par les sens, et d'autre part ce qui est éventuellement de taille suffisante pour être perçu et qui de ce fait revêt une importance non négligeable » (Pain, 2010 : 2). L'auteur poursuit en expliquant que « la notion de terrain sensible conjugue donc le terrain, le territoire, quelque chose de l'ordre du concret, de la vie quotidienne, avec le sens et la sensibilité, quelque chose qui frappe l'émotion. Quand on se trouve dans des lieux, ou dans des ambiances difficiles, nous connaissons bien cette légère dose d'angoisse qui nous habite, et qui fait que nous sommes d'un coup "sensibles" » (*ibid.*).

Le pays dogon dans son ensemble, depuis 2017, est devenu un terrain sensible du fait des événements qui s'y produisent, avec leurs lots de morts, de blessés et de déplacés, comme en témoignent l'angoisse générale que l'on perçoit sur le visage des enquêtés, et les paroles de désolations qui sont exprimées par les populations. L'enquêteur ne peut pas ne pas être sensible par rapport tout ce qui se dit, du sentiment d'abandon par l'État malien à travers les forces armées et de sécurité qu'éprouve chaque personne rencontrée. En plus de l'insécurité ambiante, c'est la précarité, la pauvreté, qui ne sont pas nouvelles, mais qui se sont aggravées par la situation sécuritaire. La première source de revenus des jeunes qui était le tourisme est à l'arrêt total depuis 2011. Les activités vivrières, l'agriculture et le maraîchage, sont sérieusement affectées par la crise : les champs éloignés des villages sont abandonnés à cause de la crainte des attaques djihadistes. Les activités commerciales sont aussi touchées, parce que le trafic sur les routes reliant les différentes foires hebdomadaires sont au ralenti à cause des risques d'attaque. Il faut dire que plusieurs cas d'attaques sur des commerçants sont imputés à des règlements de compte entre villageois, pour de vieilles querelles. Au point que pour certains, l'ennemi est également à l'intérieur de la société, du village ou du quartier ; il n'est ni djihadiste, ni peul.

Le terrain est d'autant plus sensible que l'ennemi peut être aussi un parent, un ami ; il n'est pas loin, il est invisible, il est parmi les siens. C'est pourquoi, le chercheur qui fait des enquêtes chez lui, dans son milieu d'origine, doit être prudent. Il doit faire attention à ce qu'il dit, à qui il parle, de quoi il parle. Il doit faire attention à ses déplacements d'un village à un autre. Pour certains, la situation d'insécurité a ravivé les contradictions et les tensions internes dans la société ; beaucoup d'attaques sont dirigées contre des proches, en faisant croire que les djihadistes en sont à l'origine.

Les conseils pratiques de l'immersion : anonymat, abstinence, discrétion, retenue

Le chercheur doit chercher à dormir dans un endroit choisi dans un quartier ordinaire ou populaire, une maison dissimulée dans

les habitations des populations. Il est déconseillé de prendre un hôtel ou un endroit isolé et populaire. Certains suggèrent de dormir dans une chambre, chez un habitant du village ou du quartier, pour se confondre totalement aux autres. En tout état de cause, il est conseillé d'éviter les maisons à proximité des forces de l'ordre (armée, gendarmerie, police) ou chez les *dozo* qui combattent sur le terrain. Cette méfiance est fondée sur les risques d'attaque de ces lieux par des groupes armés ou des djihadistes.

Le terrain est aussi un espace où des rencontres occasionnelles se font entre les hommes et les femmes, de façon passagère. Dans un contexte de crise sécuritaire où tout le monde peut porter des armes sans autorisation administrative, la personne venue de Bamako, chercheur ou humanitaire, est considérée comme celle qui n'est pas confrontée aux difficultés sécuritaires et économiques au quotidien, et est donc vue comme privilégié. Elle est observée à la loupe dans tous ses mouvements. Les relations intimes avec des femmes comportent des risques d'agression de la part d'hommes proches de celles-ci. Des règlements de compte liés à ce type d'affaires ont été soulignés par certains de nos interlocuteurs :

« Vous qui venez de Bamako, méfiez-vous des femmes d'ici. Les gens sont capables de vous attaquer nuitamment ou vous tamponner avec leurs motos, s'ils vous soupçonnent d'être trop proches de leur femme ou de leur copine. Nous avons vu des cas d'agressions qui ont expliqué ou supposé qu'elles étaient liées à des relations sentimentales. »⁷

Bien que le chercheur soit sensible au problème de l'insécurité, il est conseillé de ne pas l'évoquer publiquement. Certains agissements des groupes d'autodéfense ne sont pas appréciés par d'autres ; des accusations mutuelles de calomnie et de fausses dénonciations ont provoqué des actions punitives, au point qu'évoquer l'insécurité elle-même peut provoquer de la méfiance. Il est préférable de garder le silence ou dire qu'on ne sait rien, plutôt que donner son avis sur tel ou tel aspect de la sécurité. Si l'insécurité est l'objet de l'entretien, on veillera à s'isoler avec la personne ou le groupe de personnes avec lequel on travaille. Les échanges sur l'insécurité ne rassurent pas les interlocuteurs ;

⁷ Entretien avec un enquêté, Bandiagara le 8 septembre 2018

certains craignent d'être dénoncés par des voisins, surtout s'il faut parler des membres de Dana Ambassagou. Un climat de méfiance s'installe entre l'enquêteur et l'enquêté. Même si l'entretien se déroule dans un coin isolé, les prises de notes et l'enregistrement audio avec le dictaphone deviennent des blocages liés à la retenue et à la méfiance de l'enquêté qui a peur que ses propos soient entendus par d'autres.

La posture du chercheur : partisane ou neutre ?

L'épistémologie et la méthodologie commandent un certain nombre de dispositions et d'attitudes du chercheur allant dans un sens d'objectivité dans la collecte, l'analyse et l'interprétation des faits sociaux au sens d'Émile Durkheim. Jean-Louis Le Moine rappelle que « [...] la connaissance est connaissance vérifiable de cette réalité locale ou localisée » et qu'elle « représente la part de réalité qu'elle prétend décrire, fût-ce imparfaitement, auprès des tiers que sont ses interlocuteurs humains actuels et potentiels. » (Le Moigne, 2021 : 25). Ceci étant, pour décrire les contextes et les conditions de conduite des recherches chez soi, je suis parti du constructivisme dont Gaston Bachelard nous a légué une formule devenue célèbre : « Pour un scientifique, toute connaissance est une réponse à une question. S'il n'y a eu de question, il ne peut y avoir de connaissance scientifique. Rien ne va de soi. Rien n'est donné. Tout est construit ».

C'est dans cette posture épistémologique que j'ai abordé la problématique, les difficultés du chercheur à regarder, à décrire, à analyser et à interpréter les faits qui relèvent d'une situation sécuritaire et conflictuelle. Les descriptions faites sur Bandiagara et Bankass correspondent bien à la réalité du terrain. L'anthropologie sociale, que l'on appelait ethnologie à ses débuts, avait comme objet d'étude « l'Autre », avec un « A » majuscule, où il s'agissait « de saisir le point de vue indigène, sa relation à la vie et sa vision du monde » (Berthelot, 2012 : 207). Peu à peu, la recherche a évolué et s'est débarrassée de ce regard exotique. Aujourd'hui, le regard peut porter sur sa propre société, malgré les risques de biais méthodologiques et interprétatifs, pour que les connaissances produites puissent avoir une valeur scientifique. Pour ce faire, je

me fonde sur la théorie de la réflexivité. Chaque regard, chaque écoute d'un interlocuteur, chaque essai d'interprétation de propos, me conduit à poser la question : quelle pourrait être la position d'un autre chercheur qui ne serait pas natif du milieu, qui ne connaît pas la langue et la culture dogon ? Cette question permanente diminue sensiblement les interprétations possiblement subjectives liées à l'appartenance communautaire du chercheur.

De l'éthique du chercheur

Margaux Bressan reprenait, dans son article intitulé « Loyautés, intérêts et modalités de restitution : questionnements éthiques à l'épreuve d'un terrain sensible », l'idée avancée par l'anthropologue Didier Fassin, selon laquelle « "l'anthropologie obéit à des logiques scientifiques qui peuvent se trouver en contradiction avec les attentes ou les pratiques de celles et ceux que l'on étudie ou avec lesquels on travaille" : à cela, il répond qu'il faut accepter de se trouver en porte-à-faux par rapport à des partenaires, ce qui n'est que la conséquence normale de positions différentes » (Bressan 2020 : 274). Il s'agit là d'une posture que de nombreux anthropologues, à la suite du sociologue Max Weber (1919), qualifient d'« éthique de la responsabilité du chercheur » ou de déontologie dans la recherche caractérisée par la prise en compte des intérêts et des positions divergentes entre chercheur, enquêtés et institutions partenaires, créant ainsi une certaine tension entre eux. Le chercheur est alors amené à restituer les résultats de son enquête « en protégeant ou défendant les intérêts de certains membres suppose d'en heurter d'autres » (Bressan, 2020 : 280-281).

Dans un contexte émotionnellement difficile suite aux multiples attaques meurtrières dans les zones de Bandiagara et Bankass, la proximité du chercheur avec les enquêtés, qui sont de surcroît de sa propre communauté, peut involontairement et inconsciemment le pousser, malgré le respect des préalables épistémologiques, à s'affranchir du décentrement. C'est ce que la sociologue Elsa Gisquet appelle « l'impossibilité de rester à distance », dès lors qu'on intègre le groupe qu'on observe, qui se double d'une irrésistible inclination « à se faire le porte-parole de situations tragiques » (Gisquet, 2010). On peut chercher à savoir : qui a deman-

dé aux Peuls de quitter les villages dogon ; qui sont les auteurs de telle ou telle tuerie, comme dans le village d'Ogossagou (près de Bankass) en janvier 2019 ou celui de Sobane Da (près de Sangha) en juin 2019 ; ou encore pourquoi tel membre de la communauté a été assassiné. Dans les entretiens informels, on entend des propos qui provoquent de l'indignation, notamment les agissements et les attitudes de certains acteurs de la crise. Ainsi, dévoiler certains propos des enquêteurs mettrait des personnes en danger pour leur sécurité physique. Ce type d'informations est donné lors des causeries informelles, sans guide d'entretien ; elles ne sont pas enregistrées comme dans un entretien formel. C'est le constat de Baptiste Brodard, qui estime que « les particularités de terrains difficiles et l'impossibilité d'établir des cadres formels pour les entretiens avec les acteurs justifient notamment l'usage d'entretiens informels pour collecter des données diverses », et que « l'enquête en contexte sensible implique des enjeux éthiques » (Brodard, 2020 : 139), dont la protection des informateurs à travers leur anonymat et la façon de restituer ces informations.

Conclusion

La crise sécuritaire que vit le Mali depuis plus d'une décennie a profondément modifié le climat social, les relations intercommunautaires, et les rapports des chercheurs en sciences sociales avec leur terrain d'enquête. Les affrontements entre groupes armés, qu'ils se disent djihadistes ou d'autodéfense, les attaques contre les populations civiles et leurs conséquences humanitaires ont fait de la région administrative de Mopti, et particulièrement du pays dogon, une zone à risque. Le risque concerne non seulement les routes lors des déplacements, mais également les lieux d'enquêtes et les personnes à rencontrer. C'est pourquoi les chercheurs étrangers à la zone s'y rendent de moins en moins, tandis que les chercheurs appartenant à la communauté dogon refusent d'aller dans les villages peuls, et inversement. Natif de la zone, j'effectue des recherches socio-anthropologiques depuis plus de 10 ans. Dans la continuité de celles-ci et avec la sollicitation d'une ONG humanitaire, j'ai mené des enquêtes de terrain dans les cercles de Bandiagara et de Bankass, en pleine crise sécuritaire.

Pour être fructueuse, la recherche sur un tel terrain requiert nécessairement une approche adaptée. Ainsi, un certain nombre d'attitudes sont à observer de la part du chercheur, pour sa sécurité et celle de ses interlocuteurs, dont des précautions liées à son lieu d'hébergement, ses rapports et sa communication avec d'autres personnes, les entretiens informels en groupe ou individuels sans outils d'enregistrement ni blocs-notes. Le chercheur peut entendre des informations sensibles qu'il doit traiter avec mesure et éthique, pour sa crédibilité, sa sécurité et celle de ses informateurs. C'est à cette condition qu'il pourra revenir et continuer à enquêter sur ce terrain sensible dont les populations, qui vivent dans la crainte constante de la violence, sont devenues méfiantes autant avec les autres qu'avec elles-mêmes, autant avec le chercheur venu d'un autre continent, que celui qui est né et a grandi parmi celles et ceux qu'il vient momentanément observer et leur demander des informations.

Références bibliographiques

BERTHELOT, Jean-Michel (dir.), 2012, *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF.

BRESSAN, Margaux, 2020, « Loyautés, intérêts et modalités de restitution : questionnements éthiques à l'épreuve d'un terrain sensible », in M. Roca i Escoda et al. (ed.) *Enjeux éthiques dans l'enquête en sciences sociales*, Genève, Université de Genève (Sociograph – Sociological Research Studies, 45), pp. 269-290.

BRETON, Roland, 1981, *Les ethnies*, Paris, P.U.F., coll. « Que Sais-je ? ».

BRODARD, Baptiste, 2020, « L'observation participante en contexte sensible : entre rigueur scientifique, autocensure et considérations éthiques », in M. Roca i Escoda et al. (ed.) *Enjeux éthiques dans l'enquête en sciences sociales*, Genève, Université de Genève (Sociograph – Sociological Research Studies, 45), pp. 127-149.

DIALLO, Nabons Laafi, 2020, *Le terrorisme au Sahel. Dynamique de l'extrémisme violent et lutte anti-terroriste : un regard à partir du Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan.

GISQUET, Elsa, 2010, « Cas de conscience et loyauté du chercheur dans des terrains émotionnellement difficiles. Le cas des décisions d'arrêt de vie en réanimation néonatale », *Éthique publique*, vol. 12, n°1.

GONIN, Patrick, KOTLOK, Nathalie, PÉROUSE DE MONCLOS, Marc-Antoine, 2013, *La tragédie Malienne*, Paris, Vendémiaire.

KAMIAN, Bakary, 2010, *Les Dogons de 1893 à 1960 et la pénétration et de la conquête françaises dans la Boucle du Niger et dans les pays de la Volta*, Bamako, Éditions Amecom.

KONATE, Doulaye (dir.), 2013, *Le Mali entre doutes et espoirs. Réflexions sur la nation à l'épreuve de la crise du Nord*, Bamako, Éditions Tombouctou.

LASSERRE, Isabelle, OBERLÉ, Thierry, 2013, *Notre guerre secrète au Mali. Les nouvelles menaces contre la France*, Paris, Fayard.

LE MOIGNE, Jean-Louis, 2021, *Les épistémologies constructivistes*, Paris, PUF, coll. « Que Sais-je ? ».

MICHEL, Sandra, 2005, « Conflit et négociation », in N. Aubert et al. (dir.), *Management. Aspects humains et organisationnels*, Paris, PUF, pp. 289-324.

OIM, 2022a, « Mali : Rapport Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) avril 2022 », OIM, UNHCR.

OIM, 2022b, « Mali – Rapport sur les Mouvements de Populations (Décembre 2022) », Displacement Tracking Matrix.

OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, 2008, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Academia Bruyant.

OUATTARA, Fatoumata, « Une étrange familiarité. Les exigences de l'anthropologie "chez soi" », *Cahiers d'études africaines*, vol. 3, n°175, pp. 635-658.

PAIN, Jacques, 2010, « Terrains sensibles : stratégies et projets d'intervention », *Anduli* n°9, pp. 29-38.

THIAM, Adam, 2017, « Centre du Mali : Enjeux et dangers d'une crise négligée », Genève, Centre pour le Dialogue Humanitaire.